

Le Temps

I. Le Temps. 1930-12-17.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

Chronique

LE PROCÈS DE LONDRES

Un procès, qui restera parmi les plus étonnants du siècle, se plaide à Londres. Depuis trois semaines, chaque jour une des deux colonnes du *Times*, et l'intérêt ne faiblit pas.

Le 24 novembre, venait devant la haute cour de justice une action intentée par la Banque de Portugal, 128, rue du Commerce, à Lisbonne, contre MM. Waterloo et fils, graveurs, Great Winchester street. La Banque de Portugal, qui est l'institut national d'émission, avait, en 1922, passé un contrat avec MM. Waterloo, pour l'impression de ses billets. Ce contrat stipulait que les précautions nécessaires seraient prises contre les faux. L'impression ne devait être faite que sur commande expresse de la Banque. Les billets ne devaient être remis qu'à elle. Cependant, en 1923, un certain M. Marang, sujet hollandais, réussit par un tour de haute adresse à se faire remettre par MM. Waterloo un nombre important de ces coupures neuves. Tout le procès est là. La Banque réclame des dommages-intérêts d'un million de livres sterling, cent vingt-cinq millions de francs, aux graveurs. Ceux-ci répondent que l'impression et la négligence ne sont pas de leur fait, et que la Banque de Portugal seule est responsable du tort qu'elle a subi. Voyons les faits.

La Banque de Portugal a le privilège d'émettre des billets qui ont cours légal en Portugal, aux Açores et à Madère. Les billets qui circulent aux colonies sont émis au contraire par la Banque Nationale d'Outre-Mer. En vertu du contrat de 1922, MM. Waterloo imprimèrent pour la Banque de Portugal, en 1923 et 1924, 600.000 billets de 500 escudos (l'escudo vaut environ 1 fr. 25). Ces billets étaient à l'effigie de Vasco de Gama. Les planches restèrent entre les mains du graveur.

Le 4 décembre 1924, sir William Waterloo, chef de la maison, reçut la visite d'un gentleman, qui portait un nom long et difficile à prononcer, mais qu'on appela, pour simplifier, M. Marang. On a depuis qu'il était affilié à une bande internationale de faussaires. Mais il avait un passeport diplomatique qui lui avait été remis par le ministre de Portugal à la Haye. Lui-même avait été consul général de Perse dans la capitale des Pays-Bas. Il était décoré de la croix du Christ de Portugal. Il remit une lettre d'introduction qui était signée d'un imprimeur hollandais, et voici l'histoire qu'il raconta.

Les finances de la colonie portugaise de l'Angola étaient, dit-il, dans un très mauvais état. Un groupe de financiers hollandais avait résolu de prêter son concours au gouvernement de la colonie pour les rétablir. M. Marang montra, à l'appui de ses dires, un contrat passé entre le gouverneur de l'Angola et un certain M. Reis, agissant au nom du syndicat hollandais. Ce contrat stipulait que le syndicat hollandais imprimerait des billets de banque pour le Portugal pour cent millions d'escudos, à destination de l'Angola. Par un second contrat, que M. Marang montra également, la Banque de Portugal autorisait l'opération. Le type de billets choisis n'était pas celui de la série Vasco de Gama, mais un type antérieur, à l'effigie de Jean de Devois, le poète. M. Waterloo objecta que ces billets avaient été gravés par une autre maison, et que lui-même ne pouvait faire que des billets du type Vasco. Pressé de sauver l'Angola, M. Marang accepta le type Vasco. Mais Waterloo déclara qu'il ne représentait à la Banque de Portugal la confirmation de la commande et l'ordre de l'exécuter. M. Reis, répondit que la Banque de Portugal n'était pas chargée d'émettre des devises pour l'Angola, et il mit ses patrons en garde. Mais la confirmation que Reis n'envoyait pas, M. Marang lui-même l'apporta. Il remit à MM. Waterloo une lettre du gouverneur de la Banque de Portugal, qui autorisait l'impression. Il est vrai qu'elle n'était pas sur le papier accoutumé de la Banque. Sur toute cette affaire, Marang recommanda aux Waterloo le plus grand secret; un petit nombre seulement des directeurs de la Banque étaient informés de l'affaire. En outre il demanda que toute la correspondance entre les graveurs et la Banque passât par ses mains.

Comme on le pense, toutes les pièces apportées par M. Marang étaient des faux. Le contrat passé entre la Banque et le gouverneur de l'Angola était disposé de telle façon que la page qui contenait les signatures ne contenait qu'elles, avec quelques mots insignifiants. A quel acte cette page avait-elle été empruntée, on l'ignore. Les lettres que les Waterloo confièrent à Marang pour la Banque de Portugal ne furent naturellement jamais remises. Les réponses de la Banque que Marang transmettait aux Waterloo étaient forgées par lui et par ses complices. Il restait une difficulté : le numérotage des billets. Marang montra une lettre de la Banque qui enjoignait aux graveurs d'employer des séries et des numéros qui avaient déjà servi en 1924. Chaque nouveau billet était donc le double et le sosie d'un billet déjà en circulation. La commande fut exécutée et livrée au début de 1925. Cependant les Waterloo auraient voulu savoir quels directeurs étaient dans le secret. Ils s'étonnaient qu'aucun ne vint à Lon-

des pour une affaire aussi importante. Marang calma cette curiosité impudique en montrant au mois de juillet une nouvelle lettre du gouverneur de la Banque, qui passait une seconde commande de 380.000 billets de 500 escudos. On ne sait à quel moment Marang mit en circulation les billets que les Waterloo lui avaient livrés. D'après l'information du journal *O Seculo*, des le 10 février, le directeur d'un banque d'Oporto, la Banque de Minho, aurait été dénoncé par un certain Adriano Silva, personnage sans ressources et sans moralité, à apporter un dépôt de 250 contos, c'est-à-dire d'environ 300.000 francs. Ce dépôt était fait en billets de 500 escudos tout neufs, de la série Vasco de Gama. La Banque de Minho soumit ces billets à la Banque de Portugal, laquelle répondit qu'ils étaient bons. Le cas a dû se produire plusieurs fois. A l'audience, le directeur de la succursale de la Banque de Portugal dans la ville de Braga a raconté qu'il avait reçu en avril 1925 une lettre de la Banque de Minho, et que la Banque de Minho dans cette même ville : celui-ci lui apportait un billet de 500 escudos de la série Vasco en priant de l'examiner. Cette fois encore le billet paraît bon. Cependant, dès cette époque, le bruit se répandait dans le public que beaucoup de billets de la série Vasco étaient faux. La Banque de Portugal démentit. Ce démenti rendit la confiance au public : rien ne pouvait être plus utile aux faussaires.

Ceux-ci avaient d'ailleurs trouvé pour faire fructifier leurs entreprises un moyen vraiment moderne. Ils avaient fondé une banque à Oporto. Elle s'appela la Banque d'Angola et de la Métropole. Il y avait là Marang, les deux frères Bandeira, les deux Bois, gendre et beau-père, Adriano Silva, et je pense, d'autres encore. Le conseil des banques avait d'abord refusé son consentement; mais le ministère des finances était intervenu.

Ce n'est qu'au début de décembre 1925 que la Banque de Portugal fut avertie que nombre de faux billets circulaient à Oporto. Elle envoya aussitôt des inspecteurs avec des ordres précis qui leur recommandaient leur mission quand ils seraient arrivés. Les inspecteurs trouvèrent des billets en double, et si rigoureusement identiques qu'il était impossible de reconnaître le vrai du faux. Aussitôt, le 6 décembre, le conseil des directeurs de la Banque de Portugal se résolut à une mesure énergique; il décida de retirer tous les billets de la série Vasco. Le public avait jusqu'à 25 pour les échanger.

Sur ces entrefaites, les dirigeants de la Banque d'Angola et de la Métropole, en d'autres termes les faussaires, avaient été arrêtés. Ils se défendirent en arguant que les billets qu'ils détenaient étaient bons, et qu'un contrat avait été passé pour leur fabrication par le directeur de la Banque de Portugal. On imagine la stupeur de celui-ci quand il apprit le 8 qu'il était ainsi l'auteur des faux. Pour comble, il remarqua le 12 que les paquets de billets faux portaient les mêmes initiales de l'empaqueur que les paquets de billets vrais. Les faux venaient donc de l'imprimerie Waterloo, comme les vrais. Il y avait de quoi perdre la tête. On le vit, la perte en effet, et arriva le directeur et le sous-directeur de la Banque de Portugal. Ils furent relâchés quelques heures plus tard.

Comment les Waterloo avaient-ils pu fabriquer les faux billets? On se le demandait à Lisbonne. On supposa un moment que les planches à la Banque avaient été volées chez eux. Ils ne se décidaient pas à parler des tractations Marang. Enfin, le 8 décembre, le ministère des affaires étrangères de Portugal ordonna à la légation de Londres de se renseigner, et le colonel Lucas, membre de cette légation, alla voir sir William Waterloo, qui lui révéla enfin l'existence et les manœuvres de Marang. Au procès, M. Branco, secrétaire général de la Banque de Portugal, a fait savoir que le gouvernement portugais n'avait pas communiqué à la Banque les révélations de sir William. Un des juges, M. Birkett, a demandé au témoin s'il pensait que le gouvernement aurait dû informer la Banque.

— Je ne pense pas, a répondu le témoin, que vous puissiez me demander de dire à un tribunal étranger quel est le devoir du gouvernement.

— Et à ce moment, reprit le juge, vous êtes devenu moins timide pour critiquer le gouvernement.

Les tribunaux anglais ont le sens de l'humour.

La suite des débats éclaircira sans doute bien des points et rectifiera ce récit. Mais le fond de l'histoire est bien établi. Comme on l'a vu, les juges demandaient à un des banquiers si l'histoire qu'il racontait était analogue à celle qu'il connaissait une escroquerie qu'il n'en connaissait pas. C'est le défaut de jurisprudence rend la question de droit très obscure. Les billets Marang ne sont pas proprement des faux. Du moins, la Banque de Portugal s'est considérée comme obligée, non seulement pour des raisons d'opportunité, mais de droit, de les rembourser aux porteurs. Car les Waterloo doivent être, dans l'espèce, regardés comme la main-d'œuvre de la Banque, qui est responsable de leurs actes. Cette responsabilité de la Banque ne cesse qu'avec la livraison. Si des billets avaient été volés, et fabriqués des billets à l'insu des Waterloo, ces billets ne seraient pas remboursables.

Je laisse aux juristes le soin de débrouiller ces délicatesses, et je me borne, pour finir, à rassurer le lecteur sur le sort de l'ingénieur M. Marang. Après leur arrestation, en décembre 1925, ses collaborateurs, Reis et compagnie, ont été, si j'ose dire, salés à Lisbonne, où ils ont été gratifiés chacun de vingt-cinq ans de détention. Ils ont fait appel, et cet appel n'a pas encore été jugé. « Dans combien d'années pensez-vous qu'il sera? », a demandé le président de la cour, Mr. Wright, à l'avocat, Mr. Bevan. Quant à Marang, il a été libéré d'esprit de se faire arrêter à la Haye, le 10 décembre 1925. Il a démontré aux tribunaux hollandais qu'il était un agent parfaitement innocent. Cependant, quelques irrégularités relevées dans sa conduite l'ont fait condamner à la peine bénigne de huit mois de prison. L'accusation, indignée, a interjeté appel, et la peine a été portée à deux ans. Mais M. Marang avait déjà eu devoir quitter le territoire insulaire des Pays-Bas. Les uns le disent à Bruxelles, les autres à Paris. On ne sait au juste. On lui attribue une jolie aisance.

HENRY BIDOU.

LE NOUVEAU MINISTÈRE

La convocation des Chambres

Le Sénat et la Chambre des députés se réuniront jeudi prochain, 18 décembre, à 15 heures, pour entendre la lecture de la déclaration ministérielle.

La lettre de convocation individuelle adressée aux présidents des deux Assemblées, a été rédigée, selon la formule consacrée : « Communication du gouvernement ».

La présidence du conseil

M. Stang, président du conseil, a reçu, hier après-midi, des députés des colonies ainsi que MM. Renard, préfet de la Seine, et Chiappe, préfet de police.

Au ministère de la marine

M. Albert Sarraut s'est rendu cet après-midi au ministère de la marine, où son prédécesseur, M. J.-L. Dumesnil, lui a transmis ses pouvoirs et présenté ses principaux collaborateurs.

Au Palais-Bourbon

Une seule réunion de groupe a eu lieu, hier, à la fin de l'après-midi, à la Chambre, celle de l'Union républicaine démocratique, qui a procédé à un simple échange de vues sur la situation politique. Il n'y a pas eu de séance officielle, mais les membres du groupe ont eu lieu de se réunir, et ont discuté de la situation. M. Louis Marin. Cependant tous les assistants ont reconnu la nécessité de garder le contact avec les autres groupes de la majorité qui s'est affirmée depuis le début de la législature. On a donc décidé que les membres du groupe ont déclaré que le groupe avait exclu du gouvernement par le parti radical socialiste se trouvant libre de tout engagement vis-à-vis du nouveau ministère et de son programme, et qu'il devait, en conséquence, prendre, dès le jour de la présentation aux Chambres du nouveau cabinet, une attitude d'opposition. D'autres, au contraire, ont préconisé l'abstention, pour marquer que le groupe entendait ne juger le gouvernement que sur ses actes. Ce sont là, d'ailleurs, les deux courants qui se retrouvent en ce jour-ci, dans les autres formations de la majorité de la Chambre. Il est probable que la position définitive de l'Union républicaine démocratique, comme celle des autres groupes dépendra de l'attitude qu'adoptera le radical socialiste, qui sont d'ailleurs très hésitants. Il est même possible que, pour des raisons de tactique, ils ne se décident qu'au dernier moment, afin de provoquer sur les bancs opposés de l'Assemblée un effet de surprise.

NOUVELLES DU JOUR

La santé de M. Poincaré

Les informations publiées hier après-midi au sujet de l'état de santé de M. Poincaré ont causé une très vive émotion, particulièrement dans les milieux politiques. Parmi les notabilités qui se rendirent personnellement rue Marbeau, on fit entendre des nouvelles, citons MM. Paul-Doumer, Fernand Bouisson, André Tardieu, Aristide Briand, Steeg, Painlevé, Maginot, Louis Barthou, Luchaire, François-Marsal, Georges Leygues, Quilès, de Leon, Pollard, Donat-Guigue, Pressard, Renard, Chiappe, etc.

De nombreux télégrammes de sympathie ont été adressés à l'ancien président de la République. A 17 h. 30, le docteur Boidin est allé visiter l'illustre malade. Trois quarts d'heure après, le médecin a fait connaître que « l'état du président était stationnaire ».

A 21 heures, le docteur Boidin était appelé au chevet de M. Poincaré, et il a communiqué à la presse les conclusions de son examen. M. Poincaré se porte bien, dit-il, mais il est très fatigué. On a pu constater que M. Poincaré a passé la nuit auprès de M. Boidin.

Manifestation d'amitié franco-yougoslave

Dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, l'Association des amis de la Yougoslavie a donné hier soir, sous la présidence de M. André Honnorat, ancien ministre, assisté de MM. Louis Marin, député, Champetier de Ribes, ancien ministre, Ulysse, président de l'Association parisienne des politiciens, Miroslav Spalkovich, ministre de Yougoslavie, une fête en l'honneur de l'union yougoslave et de l'anniversaire du roi Alexandre.

M. Honnorat a salué la mémoire du roi Pierre qui resta le symbole de l'unité yougoslave. M. Paul Ulysse a raconté l'histoire de la Serbie depuis un quart de siècle, puis M. Spalkovich a exalté la fraternité d'armes franco-yougoslave. Faisant allusion aux difficultés de la paix, le ministre a déclaré :

« Les Français et les Yougoslaves seront des frères d'armes dans la lutte pour la paix, dans cet autre combat, pour restaurer cette unité que vous — chers amis de la Yougoslavie et chers anciens d'Ours — nous rêvez de voir se réaliser. »

La soirée s'est terminée par l'audition de poèmes et de mélodies yougoslaves.

soir, sous la présidence de M. André Honnorat, ancien ministre, assisté de MM. Louis Marin, député, Champetier de Ribes, ancien ministre, Ulysse, président de l'Association parisienne des politiciens, Miroslav Spalkovich, ministre de Yougoslavie, une fête en l'honneur de l'union yougoslave et de l'anniversaire du roi Alexandre.

M. Honnorat a salué la mémoire du roi Pierre qui resta le symbole de l'unité yougoslave. M. Paul Ulysse a raconté l'histoire de la Serbie depuis un quart de siècle, puis M. Spalkovich a exalté la fraternité d'armes franco-yougoslave. Faisant allusion aux difficultés de la paix, le ministre a déclaré :

« Les Français et les Yougoslaves seront des frères d'armes dans la lutte pour la paix, dans cet autre combat, pour restaurer cette unité que vous — chers amis de la Yougoslavie et chers anciens d'Ours — nous rêvez de voir se réaliser. »

La soirée s'est terminée par l'audition de poèmes et de mélodies yougoslaves.

Le fisc et les « gueules cassées »

Le colonel Picot, député de la Gironde, a communiqué la note suivante :

Pour non-vernement d'une somme de 28.347 fr. 93 que le fisc prétend prélever sous forme d'impôt sur le revenu de la guerre, l'un des plus grands victimes de la guerre est menacé de poursuites et de saisie.

« Les gueules cassées » doivent tout à leur effort et au concours de personnes généreuses qui ne leur ont pas donné leur argent pour le verser au fisc. Ils ont été victimes de la guerre, et ils ont été victimes de la guerre que sont les « gueules cassées ».

Le colonel Picot qui, pour son œuvre, n'a jamais rien demandé à l'Etat ni même à l'Etat national des mutilés de la guerre, se voit aujourd'hui, en vertu d'une loi, obligé de verser volontairement à l'Etat de l'argent que des gens de cœur lui ont confié pour venir en aide à ces grandes victimes de la guerre que sont les « gueules cassées ».

Les opérations des caisses d'épargne

Voici les résultats, parvenus à l'Etat le 15 décembre, des opérations des caisses d'épargne ordinaires avec la Caisse des dépôts et consignations :

Dépôts de fonds... Fr. 92.720.763 48

Retraits de fonds... 21.525.824 84

Excédents de dépôts... 71.194.938 64

En conséquence, l'excédent de 2.867.578,748 fr. 51, janvier 15 décembre 1930 atteint 2.867.578,748 fr. 51.

ARMÉE

Mme A. LAURENTE. — M. Courtil, adjudant du Palais-Bourbon, chef du service de surveillance de la Chambre des députés, vient d'être admis à faire valoir ses droits à la retraite. M. Courtil est resté d'abord dans l'armée près de 22 ans, et a fait toute sa carrière dans les corps indigènes, totalisant 26 campagnes de 5 ans.

Il occupait son poste depuis 5 ans au Palais-Bourbon, où il était surveillant depuis 25 ans, lors de sa nomination. Capitaine pendant la guerre de 1914-1918, il est officier de la Légion d'honneur, médaille militaire, titulaire de la Croix de guerre et de la Croix de la Légion d'honneur. M. Courtil a été remplacé par M. Orrières, ancien officier de cavalerie pendant la guerre, et qui a également une brillante carrière militaire.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES OFFICIERS DE RÉSERVE DE LA DÉFENSE CONTRE AVIONS. — L'Association amicale des officiers de réserve de la défense contre avions, a tenu hier son assemblée générale dans la salle de la Chambre des députés, sous la présidence de M. Desfray, président de l'Union nationale des officiers de réserve de France.

Après les exposés techniques faits par le général Niel et le général Hergant, M. Desfray a rappelé qu'au cours de la guerre de 1914-1918, il avait été chargé de préparer les cadres indispensables à la défense nationale en poursuivant trois buts : formation des officiers et sous-officiers dans les écoles de perfectionnement, liaison étroite avec le commandement, maintien des liens de bonne camaraderie.

Enfin, il a annoncé, aux applaudissements de ses camarades, que les « hommes de réserve » affiliés à l'Union nationale des officiers de réserve venaient de dépasser quatre cents. Nous citerons parmi les officiers de réserve, les cadres indispensables à la défense nationale en poursuivant trois buts : formation des officiers et sous-officiers dans les écoles de perfectionnement, liaison étroite avec le commandement, maintien des liens de bonne camaraderie.

Enfin, il a annoncé, aux applaudissements de ses camarades, que les « hommes de réserve » affiliés à l'Union nationale des officiers de réserve venaient de dépasser quatre cents. Nous citerons parmi les officiers de réserve, les cadres indispensables à la défense nationale en poursuivant trois buts : formation des officiers et sous-officiers dans les écoles de perfectionnement, liaison étroite avec le commandement, maintien des liens de bonne camaraderie.

Enfin, il a annoncé, aux applaudissements de ses camarades, que les « hommes de réserve » affiliés à l'Union nationale des officiers de réserve venaient de dépasser quatre cents. Nous citerons parmi les officiers de réserve, les cadres indispensables à la défense nationale en poursuivant trois buts : formation des officiers et sous-officiers dans les écoles de perfectionnement, liaison étroite avec le commandement, maintien des liens de bonne camaraderie.

Enfin, il a annoncé, aux applaudissements de ses camarades, que les « hommes de réserve » affiliés à l'Union nationale des officiers de réserve venaient de dépasser quatre cents. Nous citerons parmi les officiers de réserve, les cadres indispensables à la défense nationale en poursuivant trois buts : formation des officiers et sous-officiers dans les écoles de perfectionnement, liaison étroite avec le commandement, maintien des liens de bonne camaraderie.

Enfin, il a annoncé, aux applaudissements de ses camarades, que les « hommes de réserve » affiliés à l'Union nationale des officiers de réserve venaient de dépasser quatre cents. Nous citerons parmi les officiers de réserve, les cadres indispensables à la défense nationale en poursuivant trois buts : formation des officiers et sous-officiers dans les écoles de perfectionnement, liaison étroite avec le commandement, maintien des liens de bonne camaraderie.

Enfin, il a annoncé, aux applaudissements de ses camarades, que les « hommes de réserve » affiliés à l'Union nationale des officiers de réserve venaient de dépasser quatre cents. Nous citerons parmi les officiers de réserve, les cadres indispensables à la défense nationale en poursuivant trois buts : formation des officiers et sous-officiers dans les écoles de perfectionnement, liaison étroite avec le commandement, maintien des liens de bonne camaraderie.

Enfin, il a annoncé, aux applaudissements de ses camarades, que les « hommes de réserve » affiliés à l'Union nationale des officiers de réserve venaient de dépasser quatre cents. Nous citerons parmi les officiers de réserve, les cadres indispensables à la défense nationale en poursuivant trois buts : formation des officiers et sous-officiers dans les écoles de perfectionnement, liaison étroite avec le commandement, maintien des liens de bonne camaraderie.

Enfin, il a annoncé, aux applaudissements de ses camarades, que les « hommes de réserve » affiliés à l'Union nationale des officiers de réserve venaient de dépasser quatre cents. Nous citerons parmi les officiers de réserve, les cadres indispensables à la défense nationale en poursuivant trois buts : formation des officiers et sous-officiers dans les écoles de perfectionnement, liaison étroite avec le commandement, maintien des liens de bonne camaraderie.

Enfin, il a annoncé, aux applaudissements de ses camarades, que les « hommes de réserve » affiliés à l'Union nationale des officiers de réserve venaient de dépasser quatre cents. Nous citerons parmi les officiers de réserve, les cadres indispensables à la défense nationale en poursuivant trois buts : formation des officiers et sous-officiers dans les écoles de perfectionnement, liaison étroite avec le commandement, maintien des liens de bonne camaraderie.

Enfin, il a annoncé, aux applaudissements de ses camarades, que les « hommes de réserve » affiliés à l'Union nationale des officiers de réserve venaient de dépasser quatre cents. Nous citerons parmi les officiers de réserve, les cadres indispensables à la défense nationale en poursuivant trois buts : formation des officiers et sous-officiers dans les écoles de perfectionnement, liaison étroite avec le commandement, maintien des liens de bonne camaraderie.

Enfin, il a annoncé, aux applaudissements de ses camarades, que les « hommes de réserve » affiliés à l'Union nationale des officiers de réserve venaient de dépasser quatre cents. Nous citerons parmi les officiers de réserve, les cadres indispensables à la défense nationale en poursuivant trois buts : formation des officiers et sous-officiers dans les écoles de perfectionnement, liaison étroite avec le commandement, maintien des liens de bonne camaraderie.

Enfin, il a annoncé, aux applaudissements de ses camarades, que les « hommes de réserve » affiliés à l'Union nationale des officiers de réserve venaient de dépasser quatre cents. Nous citerons parmi les officiers de réserve, les cadres indispensables à la défense nationale en poursuivant trois buts : formation des officiers et sous-officiers dans les écoles de perfectionnement, liaison étroite avec le commandement, maintien des liens de bonne camaraderie.

Enfin, il a annoncé, aux applaudissements de ses camarades, que les « hommes de réserve » affiliés à l'Union nationale des officiers de réserve venaient de dépasser quatre cents. Nous citerons parmi les officiers de réserve, les cadres indispensables à la défense nationale en poursuivant trois buts : formation des officiers et sous-officiers dans les écoles de perfectionnement, liaison étroite avec le commandement, maintien des liens de bonne camaraderie.

Enfin, il a annoncé, aux applaudissements de ses camarades, que les « hommes de réserve » affiliés à l'Union nationale des officiers de réserve venaient de dépasser quatre cents. Nous citerons parmi les officiers de réserve, les cadres indispensables à la défense nationale en poursuivant trois buts : formation des officiers et sous-officiers dans les écoles de perfectionnement, liaison étroite avec le commandement, maintien des liens de bonne camaraderie.

Enfin, il a annoncé, aux applaudissements de ses camarades, que les « hommes de réserve » affiliés à l'Union nationale des officiers de réserve venaient de dépasser quatre cents. Nous citerons parmi les officiers de réserve, les cadres indispensables à la défense nationale en poursuivant trois buts : formation des officiers et sous-officiers dans les écoles de perfectionnement, liaison étroite avec le commandement, maintien des liens de bonne camaraderie.

Enfin, il a annoncé, aux applaudissements de ses camarades, que les « hommes de réserve » affiliés à l'Union nationale des officiers de réserve venaient de dépasser quatre cents. Nous citerons parmi les officiers de réserve, les cadres indispensables à la défense nationale en poursuivant trois buts : formation des officiers et sous-officiers dans les écoles de perfectionnement, liaison étroite avec le commandement, maintien des liens de bonne camaraderie.

Enfin, il a annoncé, aux applaudissements de ses camarades, que les « hommes de réserve » affiliés à l'Union nationale des officiers de réserve venaient de dépasser quatre cents. Nous citerons parmi les officiers de réserve, les cadres indispensables à la défense nationale en poursuivant trois buts : formation des officiers et sous-officiers dans les écoles de perfectionnement, liaison étroite avec le commandement, maintien des liens de bonne camaraderie.

Enfin, il a annoncé, aux applaudissements de ses camarades, que les « hommes de réserve » affiliés à l'Union nationale des officiers de réserve venaient de dépasser quatre cents. Nous citerons parmi les officiers de réserve, les cadres indispensables à la défense nationale en poursuivant trois buts : formation des officiers et sous-officiers dans les écoles de perfectionnement, liaison étroite avec le commandement, maintien des liens de bonne camaraderie.

Enfin, il a annoncé, aux applaudissements de ses camarades, que les « hommes de réserve » affiliés à l'Union nationale des officiers de réserve venaient de dépasser quatre cents. Nous citerons parmi les officiers de réserve, les cadres indispensables à la défense nationale en poursuivant trois buts : formation des officiers et sous-officiers dans les écoles de perfectionnement, liaison étroite avec le commandement, maintien des liens de bonne camaraderie.

Enfin, il a annoncé, aux applaudissements de ses camarades, que les « hommes de réserve » affiliés à l'Union nationale des officiers de réserve venaient de dépasser quatre cents. Nous citerons parmi les officiers de réserve, les cadres indispensables à la défense nationale en poursuivant trois buts : formation des officiers et sous-officiers dans les écoles de perfectionnement, liaison étroite avec le commandement, maintien des liens de bonne camaraderie.

Enfin, il a annoncé, aux applaudissements de ses camarades, que les « hommes de réserve » affiliés à l'Union nationale des officiers de réserve venaient de dépasser quatre cents. Nous citerons parmi les officiers de réserve, les cadres indispensables à la défense nationale en poursuivant trois buts : formation des officiers et sous-officiers dans les écoles de perfectionnement, liaison étroite avec le commandement, maintien des liens de bonne camaraderie.

Enfin, il a annoncé, aux applaudissements de ses camarades, que les « hommes de réserve » affiliés à l'Union nationale des officiers de réserve venaient de dépasser quatre cents. Nous citerons parmi les officiers de réserve, les cadres indispensables à la défense nationale en poursuivant trois buts : formation des officiers et sous-officiers dans les écoles de perfectionnement, liaison étroite avec le commandement, maintien des liens de bonne camaraderie.

Enfin, il a annoncé, aux applaudissements de ses camarades, que les « hommes de réserve » affiliés à l'Union nationale des officiers de réserve venaient de dépasser quatre cents. Nous citerons parmi les officiers de réserve, les cadres indispensables à la défense nationale en poursuivant trois buts : formation des officiers et sous-officiers dans les écoles de perfectionnement, liaison étroite avec le commandement, maintien des liens de bonne camaraderie.

Enfin, il a annoncé, aux applaudissements de ses camarades, que les « hommes de réserve » affiliés à l'Union nationale des officiers de réserve venaient de dépasser quatre cents. Nous citerons parmi les officiers de réserve, les cadres indispensables à la défense nationale en poursuivant trois buts : formation des officiers et sous-officiers dans les écoles de perfectionnement, liaison étroite avec le commandement, maintien des liens de bonne camaraderie.

Enfin, il a annoncé, aux applaudissements de ses camarades, que les « hommes de réserve » affiliés à l'Union nationale des officiers de réserve venaient de dépasser quatre cents. Nous citerons parmi les officiers de réserve, les cadres indispensables à la défense nationale en poursuivant trois buts : formation des officiers et sous-officiers dans les écoles de perfectionnement, liaison étroite avec le commandement, maintien des liens de bonne camaraderie.

Enfin, il a annoncé, aux applaudissements de ses camarades, que les « hommes de réserve » affiliés à l'Union nationale des officiers de réserve venaient de dépasser quatre cents. Nous citerons parmi les officiers de réserve, les cadres indispensables à la défense nationale en poursuivant trois buts : formation des officiers et sous-officiers dans les écoles de perfectionnement, liaison étroite avec le commandement, maintien des liens de bonne camaraderie.

Enfin, il a annoncé, aux applaudissements de ses camarades, que les « hommes de réserve » affiliés à l'Union nationale des officiers de réserve venaient de dépasser quatre cents. Nous citerons parmi les officiers de réserve, les cadres indispensables à la défense nationale en poursuivant trois buts : formation des officiers et sous-officiers dans les écoles de perfectionnement, liaison étroite avec le commandement, maintien des liens de bonne camaraderie.

Enfin, il a annoncé, aux applaudissements de ses camarades, que les « hommes de réserve » affiliés à l'Union nationale des officiers de réserve venaient de dépasser quatre cents. Nous citerons parmi les officiers de réserve, les cadres indispensables à la défense nationale en poursuivant trois buts : formation des officiers et sous-officiers dans les écoles de perfectionnement, liaison étroite avec le commandement, maintien des liens de bonne camaraderie.

Enfin, il a annoncé, aux applaudissements de ses camarades, que les « hommes de réserve » affiliés à l'Union nationale des officiers de réserve venaient de dépasser quatre cents. Nous citerons parmi les officiers de réserve, les cadres indispensables à la défense nationale en poursuivant trois buts : formation des officiers et sous-officiers dans les écoles de perfectionnement, liaison étroite avec le commandement, maintien des liens de bonne camaraderie.

Enfin, il a annoncé, aux applaudissements de ses camarades, que les « hommes de réserve » affiliés à l'Union nationale des officiers de réserve venaient de dépasser quatre cents. Nous citerons parmi les officiers de réserve, les cadres indispensables à la défense nationale en poursuivant trois buts : formation des officiers et sous-officiers dans les écoles de perfectionnement, liaison étroite avec le commandement, maintien des liens de bonne camaraderie.

L'ENQUÊTE PARLEMENTAIRE sur l'affaire Oustric

AUDITION DE M. RENÉ BESNARD (15 décembre 1930)

La séance d'hier lundi à la commission d'enquête a été tout entière consacrée à l'audition de M. René Besnard, sénateur, ancien ministre, qui était ambassadeur de France à Rome lorsque la Banque Oustric-Craponne a été créée en 1926, l'enquête en France de 500.000 actions Snia Viscosa en vue de leur introduction au parquet de la Bourse de Paris. Nous allons analyser, d'après la sténographie, l'audience d'hier.

M. René Besnard a expliqué, c'est une lettre du 15 avril, qui m'a saisi de la demande d'introduction des actions de la Snia. On ne m'a pas dit qu'il était le groupe français qui avait l'intention d'introduire ces actions. J'ignorais complètement à ce moment que la Banque Oustric-Craponne avait fait un mouvement des fonds. Quand il eut reçu cette lettre, M. Besnard fit une démarche au palais Chigi, consulta les services comptables de la Snia et fut très surpris de constater que la Snia était dirigée par M. Gualino et Agnelli, vice-président et président de Fiat. Il examina cette affaire, la plus importante affaire italienne de soie artificielle, en toute impartialité.

A ce moment, reçut la visite de M. Gaston Vidal, qui vint à Rome vers le 17 ou 18. M. Vidal lui dit : « La Snia est une affaire importante. Cela peut être intéressant au point de vue du rapprochement de la soie artificielle en France et en Italie ». M. Vidal lui demanda d'examiner le dossier. M. Besnard envoya son avis le 22 avril, sous la forme d'une lettre à Paris, au nom de M. Besnard. Je n'ai pas, écrivait-il, au quai d'Orsay, d'objection à formuler contre l'introduction. Ensuite, je ne me suis plus occupé de la Snia. M. Besnard avait vu à Paris un très bon ami, M. Raoul Péret, je crois, avait indiqué la date du 27 mai comme date de la conversation que j'ai eue avec lui. Or M. Besnard a pris un congé du 10 au 14 et est parti le 18. M. Raoul Péret prétend que je l'ai vu à ce moment. Je n'en ai aucun souvenir. Mais c'est très possible, c'est même vraisemblable parce que, quand je venais à Paris, j'allais naturellement au quai d'Orsay, j'allais voir mes amis, mes collègues, mes collaborateurs, et il est vraisemblable que j'ai vu M. Raoul Péret, mais que je l'ai vu à une date qui se place nécessairement entre le 11 et le 18 mai. Il ajoute :

« J'ai vu M. Péret : j'ai dû lui parler des choses de l'Italie ; il a dû m'en parler aussi. Est-ce que c'est lui qui m'a parlé de la Snia, c'est ce que j'ai en ai parlé ? Je n'en suis rien. »

Si je lui en ai parlé, comme il le dit, j'ai dû lui dire que je ne faisais aucune objection et, très honnêtement